

*l'Allemagne et la Grande-Bretagne), protocole relatif au contrôle des armements (interdictions particulières visant l'Allemagne), protocole relatif à l'Agence des armements (extension à l'étude), résolution portant renforcement de l'intégration militaire (sous l'autorité du S. H. A. P. E.), protocole d'accession de l'Allemagne occidentale à l'O. T. A. N. (sous engagement formel de non-agression), garanties politiques fournies par les Accords (pas de politique germanique autonome), garanties militaires (équilibre des forces continentales, contingents américains, intégration logistique, pas de Wehrmacht autonome), garanties indirectes (jeu réciproque de l'assistance et des sanctions en cas de manquement éventuel de l'un des participants), raisons éventuelles de rejeter les Accords, conséquences (Isolement de la France, risques accrus de guerre), avis favorable exprimé [20 décembre 1954] (p. 6639 à 6643); « Guerre préventive » préconisée par lui (Démenti) [21 décembre 1954] (p. 6709); Solution de rechange possible à la C. E. D. (Bulletin n° 15 du « Comité national de défense » anti-C. E. D.), controverse avec M. P. André [23 décembre 1954] (p. 6799); Manque d'imagination reproché à nos chefs militaires touchant la stratégie atomique (référence au maréchal Juin) (p. 6800, 6801); emploi tactique des armes nucléaires (« obliger l'adversaire à se concentrer », controverse avec M. J. Moch (p. 6801); nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés) : Adoption par la Commission du § 1 (reprenant l'ancien art. 1^{er}), rejet du § 2 (inspiré de l'ancien amendement de M. L. Noël n° 1), adoption du § 3 (reprenant l'amendement de M. Palewski n° 3, déjà voté), scrutins par paragraphes et sur l'ensemble (18 voix contre 17 et 14 abstentions) [28 décembre 1954] (p. 6904); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955 : Discussion générale (transformation de notre appareil militaire, « plan jaune », diminution de l'aide américaine en Extrême-Orient) [1^{er} avril 1955] (p. 2310, 2311); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : Autonomie interne, accords complémentaires, harmonisation avec nos alliés atlantiques de nos politiques arabe et islamique [7 juillet 1955] (p. 3702, 3703). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Edgar Faure) [6 octobre 1955] (*J. O.*, du 7 octobre 1955, p. 9835). — Reste en fonction après le*

refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

BILLOUX (M. François), *Député des Bouches-du-Rhône*, (1^{re} Circonscription) (C.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail, **n° 159**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour surseoir à la vente en co-propriété des immeubles de la France mutualiste au quartier des Catalans à Marseille, **n° 160**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant : 1° à assurer dans l'immédiat une meilleure utilisation des logements existants; 2° à accorder 900 milliards de crédits annuels à la reconstruction et à la construction d'immeubles d'habitation afin d'assurer, dans les délais les plus brefs, un logement décent à toutes les familles habitant sur le territoire français, **n° 461**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement français à reconnaître, en fait et en droit, le Gouvernement de la République populaire de Chine, **n° 1513**. — Le 22 décembre 1951, une proposition de loi tendant : 1° à exempter de la taxe à la production les affaires portant sur la construction, la réparation et la transformation d'immeubles à usage d'habitation ou de bâtiments d'une exploitation agricole; 2° à exempter les bois destinés à être utilisés dans ces opérations de la taxe et de la contribution professionnelle perçues au profit du Fonds forestier national et de l'organisation de la production forestière, **n° 2182**. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à créer 150 postes

d'institutrices et d'instituteurs dans le département des Bouches-du-Rhône en 1952 et au moins 100 postes à chacune des années suivantes jusqu'en 1956, n° 2733. — Le 8 avril 1952, une proposition de loi tendant à assurer, dans l'immédiat, une meilleure utilisation des logements existants, n° 3253. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre, afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, n° 6793. — Le 18 novembre 1954, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux membres des organisations de jeunesse et de plein air, n° 9506. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à fixer le salaire national minimum interprofessionnel garanti à 25.166 francs nets par mois, pour toutes les professions, sur tout le territoire, n° 10301. — Le 30 juin 1955, une proposition de loi tendant à la construction en trois ans de 1.000.000 de logements à loyer accessible à la classe ouvrières, n° 11089. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à supprimer la cotisation des salariés à la sécurité sociale, n° 11519.

Interventions :

Prend part au débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le programme de M. René Mayer et sa majorité gouvernementale, la politique de guerre de la majorité, le problème de l'enseignement libre* [24 juillet 1951] (p. 6032, 6033, 6034, 6035, 6036, 6037); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur la politique de guerre du Gouvernement français, le réarmement allemand, le rajustement des salaires, la politique socialiste le 6 février 1934* [2 août 1951] (p. 6162, 6163, 6164, 6165); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses observations sur la politique du parti socialiste apparenté à la droite, l'impérialisme américain, la guerre de Corée, l'anticommunisme de la majorité* [8 août 1951] (p. 6259, 6260, 6261, 6262, 6263). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Renvoi au lendemain de l'adop-*

tion des propositions de la Conférence des présidents [10 août 1951] (p. 6325). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique du Gouvernement [11 août 1951] (p. 6340); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 6342; 6343). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Sa motion préjudicielle demandant la discussion de 14 projets à partir du 16 août* [11 août 1951] (p. 6343, 6344); — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Demande de M. Minjot de fixer la prochaine séance au 2 octobre pour examiner le projet sur l'échelle mobile au plus vite* [25 septembre 1951] (p. 7629). — Dépose une demande d'interpellation sur l'autorisation donnée au chancelier Adenauer de créer un Ministère de la Guerre de l'Allemagne occidentale [18 décembre 1951] (p. 9268). — Est entendu : sur un incident : *Sa réponse à M. Daniel Mayer au sujet de l'échelle mobile et de sa lettre au maréchal Pétain* [9 janvier 1952] (p. 269, 270); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de M. Edgar Faure (Politique belliqueuse du Gouvernement, le nouvel effort fiscal demandé à la nation, les lois cadres, l'armée européenne, les pétitions signées contre le Gouvernement, l'attitude du R. P. F. à l'égard de la majorité, le réarmement de l'Allemagne, la guerre du Vietnam, le démembrement des sociétés nationales* [17 janvier 1952] (p. 264 et suiv.) — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Ordre du jour de M. Fajon demandant de repousser le réarmement allemand* [13 février 1952] (p. 698 et suiv.); *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (La reconstitution de la Wehrmacht sous le couvert de l'armée européenne, le vote favorable des socialistes, la reconstitution de l'état-major allemand, les déclarations du chancelier Adenauer et de M. Jacob Kaiser)* [16 février 1952] (p. 745, 746). — Dépose une demande d'interpellation sur la ratification par le Parlement des accords de Bonn et de Paris [21 octobre 1952] (p. 4263). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Nécessité d'un débat sur la politique étrangère* [21 octobre 1952] (p. 4265). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à exo-*

nérer les matériaux de construction et le bois [21 décembre 1952] (p. 6897). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique européenne du Gouvernement [14 novembre 1953] (p. 5135); la développe : *L'analyse des accords de Bonn et Paris, les appels à l'idéal socialiste et chrétien, la revanche souhaitée par l'Allemagne, la politique antisoviétique suivie depuis 1947, l'affaiblissement de la France, les propositions soviétiques sur le sort de l'Allemagne, l'opposition populaire à la C. E. D.* [18 novembre 1953] (p. 5253 et suiv.). — Prend part au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, *Président du Conseil désigné* [17 juin 1954] (p. 2999) : *Paix en Indochine, point cardinal de la déclaration d'investiture, et raison du vote positif communiste, extrêmes réserves pour le reste, notamment sur la C. E. D. (Nécessité d'un rejet pur et simple), justification de l'action passée du parti* (ibid.). — Est entendu sur le renvoi de la discussion de deux propositions de résolution relatives aux rapports entre les nations européennes et à la réduction et au contrôle des armements [30 décembre 1954] (p. 7010). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Valeur contestable de l'avis formulé par la Commission des affaires économiques)* [21 décembre 1954] (p. 6658); *Sa réponse à M. Plevin (sur le procès-verbal) : Mise au point touchant le vote du groupe communiste le 25 octobre 1950 contre l'ordre du jour gouvernemental écartant « la reconstitution d'une armée et d'un état-major allemand » (Préférence pour l'ordre du jour de M. Serre, plus radical)* [23 décembre 1954] (p. 6805). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'égard de la Jeunesse [3 mai 1955] (p. 2426); — sur la politique du Gouvernement au Maroc [6 octobre 1955] (p. 4803); la développe (*Déposition du 20 août 1953 et responsabilités du M. R. P. dans la politique coloniale française*) [7 octobre 1955] (p. 4892); *Déroulement des événements depuis cette date* (p. 4893 à 4895); *Enumération détaillée des gros intérêts dominant le Maroc* (p. 4896, 4897); *Mise en cause de certains députés* (p. 4898); *Solutions* (p. 4898 à 4901); *Son ordre du jour : Application des accords d'Aix-les-Bains, abandon de la politique de répression, négociation avec des représentants qualifiés* [8 octobre 1955] (p. 4956);

Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Depreux (p. 4970).

BINOT (M. Jean), Député de la Seine-Inférieure, (2^e Circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902), = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé juge titulaire à la Haute-Cour de Justice [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 19 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 3713) relatif au développement de l'enseignement du français en Alsace et en Lorraine, **n° 3741**. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux professeurs stagiaires de l'enseignement du second degré les indices de traitement dont bénéficient les adjoints d'enseignement, **n° 5303**. — Le 28 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 6922) de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à l'introduction de l'enseignement de l'allemand dans les centres d'apprentissage et les écoles de perfectionnement professionnel des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 8990**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Demande de M. Billères de suspendre le débat* [24 août 1951] (p. 6506); *Discussion générale (Ses observations sur le*